

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 134 (1989)
Heft: 7-8

Artikel: Tour d'horizon
Autor: Chouet, Jean-Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344936>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Le monde communiste est en convulsions. Pour couper court à une vaste contestation urbaine qui l'humiliait plus qu'elle ne l'affaiblissait, le Parti chinois a utilisé les vieilles recettes du Grand Timonier: répression impitoyable, purges au sommet, reprise en main idéologique d'un peuple recuisiné à la plus rance des sauces marxistes-léninistes. Dans l'empire soviétique, les craquements se précipitent au rythme des espoirs des nations asservies et des haines ethniques parfois contenues mais jamais éteintes. Après l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, l'Ouzbékistan s'est agité à son tour. Mais là aussi, les forces armées du Ministère soviétique de l'intérieur ont fait le ménage. Les pays baltes réclament de plus en plus fort leur indépendance perdue. Et si, en Tchécoslovaquie, en Bulgarie, en Roumanie et en Allemagne de l'Est, le pouvoir garde la dureté du marteau, la Pologne – plaie d'argent oblige – s'ouvre à une expérience parlementaire limitée embarrassante pour tout le monde, cependant que, à Budapest, le régime réhabilite ceux qu'il a assassinés en 1956 et va jusqu'à promettre de céder le pas si les électeurs le désavouent – étant bien entendu que la Hongrie ne sortira pas pour autant du Pacte de Varsovie...

De ces grandes agitations qui ont

marqué le printemps, il faut retenir deux enseignements: d'abord, que les peuples soumis en ont ras-le-bol du système communiste; ensuite, que les modestes libéralisations que ce système consent pour échapper à la faillite économique en rassurant, et donc en séduisant le capitalisme occidental trouvent leurs limites dans la nécessité viscérale de sauver l'essentiel du communisme et de sa puissance stratégique.

Ce qui s'est passé à Pékin et à Shanghai ne semble pas affecter les relations entre les deux grands rouges, aucun d'eux n'ayant intérêt à se mêler des affaires intérieures de l'autre en un temps où l'humeur est à la réconciliation circonspecte. L'URSS a confirmé le retrait, promis depuis trois ans, de ses troupes stationnées en Mongolie, et réaffirmé son intention d'alléger son dispositif sur la frontière chinoise. Cet allègement n'est cependant pas encore tel qu'il ait amené déjà les Chinois à renoncer aux stations de détection antimissiles qu'ils gèrent en commun avec les Américains. En revanche, à Hanoï où le retrait complet de l'armée vietnamienne du Cambodge a été promis au début d'avril pour fin septembre, avec un droit au retour «si la situation l'exige», on doit sans doute se demander si la Chine va retirer ses billes du jeu indochinois, ou

si son propre durcissement l'incitera au contraire à réactiver son soutien aux Khmers rouges.

* * *

Attentifs aux craquements nationalistes, ethniques ou politiques qui se font entendre à la périphérie de l'URSS, les Occidentaux ne contestent pas pour autant la réalité du pouvoir actuel de M. Gorbatchev, et c'est avec lui et lui seul qu'ils poursuivent leur laborieuse exploration des voies du désarmement. Etant constaté que la discussion sur la réduction de moitié des armements nucléaires stratégiques a repris, l'attention se porte sur deux domaines : celui des armes atomiques « du champ de bataille » et celui des forces classiques.

Sur le premier, on a assisté, en avril et en mai, à l'âpre dispute opposant au sein de l'OTAN ceux qui, le chancelier Kohl en tête, voulaient négocier sans délai et sans conditions l'abandon des engins à courte portée, et ceux qui, comme le président Bush et M^{me} Thatcher, entendaient réserver le droit des Occidentaux à garder et à moderniser un armement dont la capacité de dissuasion doit compenser, au moins en partie, la supériorité de l'Est en moyens classiques. Fin mai, l'accord s'est fait cependant sur le principe d'une négociation tendant à la réduction, mais non à la suppression des armes nucléaires portant à moins de 500 km, à la double condition que les Soviétiques réduisent d'abord leur énorme marge de supériorité en la

matière et qu'un accord substantiel sur le désarmement classique soit préalablement réalisé.

Entre-temps, Moscou avait encore brouillé le jeu en annonçant son intention de retirer 500 ogives nucléaires à courte portée de son front européen, cadeau modeste en regard des 2400 têtes retirées par les Américains depuis dix ans, des quelque 1600 lanceurs dont les Soviétiques reconnaissent disposer – contre 88 à l'OTAN et 48 à la France – et des 10000 vecteurs de tous types terrestres et aériens dénombrés par le maréchal Akhromeev lui-même. Si l'on ajoute à cela que la modernisation constante des systèmes soviétiques ne facilite pas la comparaison précise des données quantitatives et surtout qualitatives d'une négociation, on peut penser que celle-ci aura quelque peine à se nouer.

Côté forces classiques, c'est à qui lancera les offres les plus alléchantes pour le bon peuple. M. Gorbatchev et le président Bush proposent chacun leur variante de plafonnement dans l'égalité quantitative, le second envisageant en outre une réduction de 20% des effectifs américains en Europe. Tout cela va se discuter à Vienne, mais on sait déjà que le Pacte de Varsovie souhaite une réduction différenciée en fonction de la profondeur géographique. Ce qui veut dire que, à l'arrière de la zone de contact, les forces de deuxième échelon garderaient, compte tenu de l'amélioration qualitative dont, chez les Soviétiques en tout cas, on prévoit de les faire bénéficier, toute

leur capacité opérative. De quoi relativiser fortement la signification des retraits que l'armée rouge a opérés, à faible dimension mais à grand spectacle, en Allemagne de l'Est et en Hongrie. Dans ce dernier pays, un régiment blindé de l'une des deux divisions soviétiques a fait en avril des adieux fleuris à la population, mais il a été précisé à cette occasion que la 2^e division blindée ne partirait pas avant la dislocation de l'OTAN. Reste que, à supposer qu'elle devienne effective, la disparition annoncée des Groupements opérationnels de manœuvre, sans réduire la menace, augmenterait le délai de préalerte, actuellement minime, dont disposerait l'OTAN.

* * *

Mais laissons là la musique d'avenir. Car il y a, sur le terrain, des conflits armés aux avatars parfois singuliers, à commencer par celui qui a pour théâtre le sud de l'Angola et le nord de la Namibie promise à l'indépendance. Au début d'avril, la SWAPO marxiste, violant ses engagements antérieurs, avait lancé, à partir du territoire angolais, une opération militaire par laquelle elle espérait apparemment imposer à la Namibie un pouvoir qu'elle doutait de trouver dans les urnes. Mal lui en prit car, couverts contre toute attente par l'ONU, les Sud-Africains ont reconduit *manu militari* à la frontière les guérilleros de Sam Nujoma auxquels ni l'armée angolaise, ni les mercenaires cubains

ne vinrent prêter main-forte. Et pour cause: ni l'une ni les autres ne se souciaient d'affronter ouvertement l'armée de Pretoria qui, assez paradoxalement, remettait seule, mais au grand soulagement de Manhattan, le processus d'indépendance de la Namibie sur les rails. En cours d'évacuation progressive – mais cela ne finira pas avant deux ans –, le corps expéditionnaire de Fidel Castro ne pouvait plus tableter, momentanément au moins, sur le soutien inconditionnel des Soviétiques auxquels il a déjà coûté fort cher. Quant au gouvernement de Luanda, son intérêt immédiat n'était pas d'aller à la traverse d'un processus namibien somme toute avantageux pour lui, mais bien de mettre, à la faveur du décrochage sud-africain dans la région, un terme à la guerre intérieure que l'UNITA lui livre avec succès depuis treize ans.

Cet objectif a été atteint, formellement du moins, lors du sommet africain tenu à Gbadolite sous les auspices du président zaïrois Mobutu. La cessation des hostilités est intervenue le 24 juin après une poignée de main entre le chef de l'UNITA Jonas Savimbi et le président angolais Dos Santos. Bien entendu, ce baiser Lamourette à l'africaine ne règle rien. Luanda va-t-il faire à l'UNITA une place dans le gouvernement du pays? L'UNITA en armes va-t-elle baisser les bras ou au contraire s'intégrer dans l'armée nationale, et à quelles conditions, ou encore garder dans le sud un domaine de souveraineté? Tout et

n'importe quoi peut sortir des palabres à venir. Ce que l'on peut dire aujourd'hui, c'est que le dégagement relatif des influences extérieures – Cuba, Union soviétique, Afrique du Sud – offre aux Angolais une chance de régler leurs problèmes entre eux. Sauront-ils, pourront-ils la saisir? C'est une autre question.

* * *

Déjà oubliée de beaucoup, la guerre d'Afghanistan ne connaît cependant pas de trêve. Les Moudjahiddine ont échoué, avec des pertes cruelles, dans leur tentative de s'emparer de Jalalabad, non seulement faute de cohésion et de capacité opérative, mais aussi parce que la garnison a bénéficié des sorties quotidiennes de l'aviation gouvernementale opérant hors de portée des *Stinger* et des feux des *SCUD-B* sol-sol tirés de Kaboul. Cet échec a permis à l'armée de Najibullah de reprendre du poil de la bête autour des autres centres urbains, et même de rouvrir sporadiquement la route de Salang qui relie la capitale à son poumon soviétique; mais il a aussi incité la Résistance à revenir, avec succès, à son ancienne tactique. En marge de ces combats, on observera que, malgré la retraite des Soviétiques, la guerre d'Afghanistan n'est toujours pas exempte d'interventions extérieures: l'URSS assure le soutien de Kaboul et de son armée après leur avoir livré tant d'armes que Washington se refuse à laisser les résistants sans ravitaillement de même nature. Les

mines russes tuent encore chaque jour et, si le Pakistan reste impliqué sous diverses formes dans le conflit, les Moudjahiddine accusent l'Inde de fournir conseillers militaires et pilotes à Najibullah...

* * *

Au Moyen-Orient, Iraniens et Irakiens campent sur leurs positions militaires et politiques, et rien ne bougera avant que soit réglée la succession de l'ayatollah Khomeiny et qu'apparaissent les intentions du futur maître de Téhéran. Mais l'écheveau régional s'emmêle à plaisir: l'Iran pourrait s'armer auprès des Soviétiques, contre lesquels il a appuyé, au moins moralement, la Résistance afghane; Bagdad a fourni des armes au général Aoun, chef d'un des deux gouvernements de Beyrouth, histoire d'inquiéter Damas dont les troupes d'occupation au Liban, bien munies de canons lourds et de lance-fusées par l'URSS, ne cessent de pilonner le «pays chrétien» et s'efforcent de bloquer ses ports. Et, en marge de ce conflit, Israël poursuit ses raids aériens et parfois terrestres contre les bases palestiniennes dans la Bekaa et le sud du Liban, tout en gardant un œil, avec menaces d'action préventive, sur les bombardiers *Sukhoi-24* que le Libyen Kadhafi aurait obtenus de l'URSS... La détente a décidément de curieux aspects.

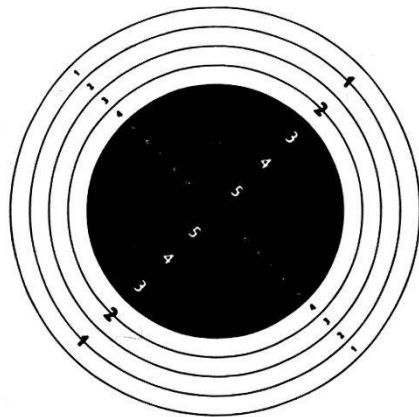
Il faut enfin faire ici mention de la tentative de coup d'Etat militaire, nullement surprenante, qui a secoué

au milieu de mai la capitale éthiopienne. Les fidèles de Mengistu l'ont emporté à Addis-Abéba après de durs combats. Mais la rébellion ayant touché une partie des troupes gouvernementales chargées de contenir,

sinon d'écraser les insurrections d'Erythrée et du Tigré, on peut douter que le chef de l'Etat ait durablement rétabli l'unité territoriale de la nation dont il se dit le garant.

J.-J. C.

Avec la «Winterthur»
vous tapez dans le mille.



winterthur
assurances

De nous, vous pouvez attendre plus.

